Prisonniers de guerre et affirmation de l'État : les Espagnols dans l'Ouest de la France de Corbie à la paix des Pyrénées (1636-1659)

Yann Lagadec

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3827>

DOI : 10.4000/abpo.3827

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 12 juillet 2018

Pagination : 63-88

ISBN : 978-2-7535-7604-9

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Yann Lagadec, « Prisonniers de guerre et affirmation de l'État : les Espagnols dans l'Ouest de la France de Corbie à la paix des Pyrénées (1636-1659) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 125-2 | 2018, mis en ligne le 12 juillet 2020, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3827> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3827>

Prisonniers de guerre et affirmation de l'État : les Espagnols dans l'Ouest de la France de Corbie à la paix des Pyrénées (1636-1659)

Yann LAGADEC¹

Maître de conférences en histoire, Tempora - EA 7468, université Rennes

En 1641, en pleine guerre contre l'Espagne, François de Jussac d'Ambleville, seigneur de Saint-Preuil, chef des gardes de Richelieu, maréchal de camp et gouverneur d'Arras, est, à l'instigation du cardinal, jugé puis exécuté à Amiens. Certes, les raisons profondes de cette disgrâce dépassent – et de loin – celles mises officiellement en avant². Il n'en reste pas moins que le prétexte à son arrestation et à sa condamnation est l'attaque qu'il a menée contre des prisonniers de la garnison espagnole de Bapaume que venait de prendre le maréchal de La Meilleraye. Bien que quittant la ville pour rejoindre Douai avec un sauf-conduit – mais sans autre escorte que celle d'un trompette –, de nombreux soldats sont massacrés par les cavaliers de Saint-Preuil. Quelques décennies plus tôt, l'affaire n'aurait sans doute pas fait grand bruit³. Le fait qu'en ce début des années 1640,

1. Je tiens à remercier Antoine Dauvin, Sébastien Didier, Antoine Follain, André Le Gall-Sanquer, Hervé Le Goff, Valeria Pansini, Stéphane Perréon et Pol Vendeville pour l'aide qu'ils ont bien voulu m'apporter dans la préparation de cet article.

2. La sentence parle en effet de « concussions, voleries et exactions sur les sujets du Roy, levées et impositions de deniers tant sur les villages qu'aux portes de ladite ville » etc. Sur ce point, voir JANVIER, Auguste, *François de Jussac d'Ambleville, sieur de Saint-Preuil, maréchal des camps et armées du roi Louis XIII*, Paris, A. Fontaine, 1859, p. 101 et les quelques éléments donnés par PARROTT, David, *Richelieu's Army. War, Government and Society in France (1624-1642)*, Cambridge, Cambridge UP, 2001, p. 494. Bussy-Rabutin et Pontis, dans leurs mémoires, donnent l'un et l'autre une version bien plus favorable à Saint-Preuil de cet incident (BUSSY-RABUTIN, Roger de, *Les mémoires de messire Roger de Rabutin, comte de Bussy, lieutenant-général des Armées du Roy, et mestre de camp général de la cavalerie légère*, Paris, Jean Anisson, 1696, tome I, p. 137-140 et PONTIS, Bénédict Louis de, *Mémoires de Monsieur de Pontis, maréchal de bataille*, Paris, Mercure de France, 1986, p. 273-278).

3. Il n'en reste pas moins que l'on continue à exécuter, parfois par centaines, des prisonniers de guerre. D'AVENEL, *Richelieu et la monarchie absolue*, Paris, Plon, 1884, tome I,

il puisse servir de prétexte à l'exécution d'un officier de l'entourage direct de Richelieu en dit long sur l'évolution de la manière dont sont désormais considérés les captifs pris au combat.

De ce point de vue, il semble en effet que la guerre de Trente Ans ait constitué une rupture avec les pratiques du siècle précédent : non seulement les prisonniers de guerre ne se limitent plus aux seuls combattants dont on sait pouvoir tirer rançon, mais l'on va prendre en charge des masses de captifs jusqu'alors inconnues, notamment parce qu'ils constituent désormais un enjeu de taille dans les relations entre belligérants⁴. S'inspirant sans doute pour une part des pratiques du conflit hispano-hollandais et des évolutions du *jus in bello*, la France conserve ainsi en son pouvoir des milliers – voire des dizaines de milliers – de prisonniers espagnols faits en Flandres, en Roussillon, en Catalogne en attendant la conclusion de cartels d'échange avec l'Espagne, dont les premiers remontent justement aux années 1639-1643 : 3 000 à Collioure en 1642, presque 7 000 à Rocroi en 1643, 3 000 au passage de la Sègre en 1645, 7 600 à Lens en 1648 par exemple, soldats espagnols, flamands, wallons, mais aussi italiens ou allemands, à l'instar des 43 officiers et soldats pris à Rethel qui arrivent à Landerneau en janvier 1651⁵. À défaut d'avoir massacré, rapidement échangé ou libéré sur parole – à l'instar de la garnison de Bapaume en juin 1641 –, éventuellement « retourné » ces captifs – *untergestellt* dit-on alors dans l'Empire – en leur proposant de rejoindre les armées du roi, l'État monarchique se trouve donc confronté, sans doute pour la première fois sur une telle échelle, à la gestion de prisonniers de guerre en grand nombre, des prisonniers qu'il convient de transférer sur des centaines de kilomètres, de garder, de loger, de nourrir⁶. Le cas des 2 000 à 3 000 soldats capturés à Mardick en 1646 est de ce point de vue très révélateur puisqu'en l'espace de quelques jours, ils sont répartis dans une trentaine de villes d'un grand Ouest de la France qui, du Poitou à la Normandie en passant par la Touraine, l'Anjou et la

p. 316, signale par exemple le cas de 600 prisonniers massacrés par les troupes françaises qui ne peuvent les prendre en charge. Parmi eux, 200 auraient été pendus. De manière significative, il est vrai dans un contexte de guerre civile, le parlement d'Angleterre adopte en octobre 1644 deux ordonnances « commanding that no officer or soldier either by sea and land shall give any quarter to any Irishman [...] who should be taken in armes against the Parliament in England » (MURPHY, Elaine, « Atrocities at Sea and the Treatment of Prisoners of War by the Parliamentary Navy in Ireland, 1641-1649 », *The Historical Journal*, 2010-1, p. 22).

4. Sur la question des prisonniers de guerre au cours de cette période, voir WILSON, Peter H., « Prisoners in Early Modern European Warfare », in SCHEIPERS Sibylle (dir.), *Prisoners in war*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 39-56 et HÖBELT, Lothar, « Surrender in the Thirty Years War », in AFFLERBACH, Holger et STRACHAN, Hew (dir.), *How Fighting Ends. A History of Surrender*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 141-151.

5. Arch. mun. de Landerneau, BB 2, délibérations du corps de ville, janvier-février 1651.

6. Cet aspect est abordé, pour une autre période, dans LAGADEC, Yann et PERREON, Stéphane, « Jeux d'échelles : réflexions sur la captivité des combattants britanniques au lendemain de la bataille de Saint-Cast (1758-1759) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2017, n° 2, p. 29-56.

Bretagne, offre, un cadre spatial cohérent pour l'étude de la gestion de ces prisonniers espagnols par l'administration royale (cf. carte n° 1)⁷.

Carte n° 1 – La répartition des prisonniers de Mardyck en 1646

L'administration royale, ai-je écrit : car telle est sans doute ici la dimension essentielle. Il me semble en effet que l'un des changements majeurs qui interviennent alors tient, pour une large part, à l'« étatisation » en cours : étatisation de la gestion de ces prisonniers de guerre comme, pour une part, parallèlement, étatisation du monopole de la violence légitime, étatisation – progressive – du recrutement et de l'administration des guerres de manière plus générale⁸. Il ne s'agira pas ici de revenir sur les débats

7. Selon BUSSY-RABUTIN, « les officiers et les soldats [...] se rendirent prisonniers de guerre au nombre de deux mille cinq cents » le 23 août 1646 (*Les mémoires de messire Roger de Rabutin...*, op. cit., p. 190). L'état de distribution de ces prisonniers reproduit par A. Corvisier en dénombre 2200 (CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle. Le sort des prisonniers espagnols en France [1635-1648] », *Actes du 94^e Congrès national des Sociétés savantes (Pau, 1969)*, Paris, CTHS, 1971, tome I, p. 97-98).

8. Sur cette question, voir, pour la France, les travaux de PARROTT, David, *Richelieu's Army...*, op. cit. et LYNN, John A., *Giant of the Grand Siecle. The French Army, 1610-1715*,

autour du rôle de la guerre dans la construction de l'État, non plus que sur ceux autour la « révolution militaire » du tournant des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles⁹. L'objectif de cet article sera autre : réinterroger l'une des multiples dimensions de ce que l'on appellera, pour faire simple, la construction locale de l'État pendant ces années charnières du milieu du ^{xviii}^e siècle à travers la question de la captivité de guerre.

En effet, l'étude, à partir des sources produites par les communautés de ville tout d'abord, ensuite par les différentes instances de l'État monarchique au sujet de la prise en charge de ces prisonniers de guerre permet, tout en éclairant le quotidien de la captivité, de questionner les relations entre pouvoirs « centraux » et « locaux » dans le grand Ouest de la France des années courant des lendemains de Corbie – les premiers combats d'importance de la guerre franco-espagnole – au traité des Pyrénées, élargissant en cela les perspectives de l'article fondateur d'A. Corvisier¹⁰.

Les prisonniers de guerre, une affaire d'État désormais

Constatant l'évasion de sept Espagnols au matin du 23 octobre 1646, deux échevins de Nantes exigent des « trante ung prisonniers restans » de « jur[er] de tenir prison jusques à ce que le Roy d'Espagne les ait retirés ou Sa Ma[jes]té très chrétienne les ayt remis en liberté », suggérant ainsi que la captivité de guerre est désormais une affaire aux mains de l'État monarchique¹¹. On est loin déjà en cela de ce que laissait entendre une ordonnance de janvier 1636, signée par Louis XIII dans les premiers mois de la guerre contre l'Espagne : le roi y rappelait « que tout butin et prison-

Cambridge, Cambridge UP, 1997 et, de manière plus spécifique, Vo-HA, Paul, *Rendre les armes. Le sort des vaincus, ^{xvi}^e-^{xvii}^e siècles*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2017. Il va de soi, cependant, que ce phénomène n'est en rien propre à la France de Louis XIII et Louis XIV.

9. Sur les premiers aspects, voir le classique TILLY, Charles (dir.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975 ou, plus récemment, PINCUS, Steve et ROBINSON James, « Faire la guerre et faire l'État. Nouvelles perspectives sur l'essor de l'État développementaliste », *Annales. Histoire-Sciences sociales*, 2016/1, p. 5-36. La plupart des ouvrages portent cependant sur le ^{xviii}^e siècle : BREWER John, *The Sinews of Power. War, Money, and the English State, 1688-1783*, Londres, Unwin Hyman, 1989 et CONWAY, Stephen, *War, State, and Society in Mid-Eighteenth-Century Britain and Ireland*, Oxford, Oxford University Press, 2006. Sur la seconde dimension, je renvoie, entre autres, à PARKER, Geoffrey, *La Révolution militaire. La guerre et l'essor de l'Occident, 1500-1800*, Paris, Gallimard, 1993, BLACK, Jeremy, *A Military Revolution? Military Change and European Society, 1550-1800*, Atlantic Highlands, Humanities Press, 1991, DOWNING, Brian M., *The Military Revolution and Political Change. Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1992 ou encore à ROGERS, Clifford J. (dir.), *The Military Revolution Debate. Reading on the Military Transformation of Early Modern Europe*, Boulder-San Francisco-Oxford, Westview, 1995.

10. CORVISIER, André, « La captivité militaire au ^{xvii}^e siècle... », art. cité. Notons qu'en 1643, la répartition des prisonniers faits par le duc d'Enghien à Rocroi avait concerné une plus large partie du pays, de la Haute Normandie à la Bourgogne, de l'Orléanais au Limousin et à la Saintonge en passant par l'Auvergne.

11. Arch. mun. de Nantes, EE 134.3, procès-verbal d'évasion de sept prisonniers espagnols, 25 octobre 1646, fol. 2r^o-2v^o.

niers qui seront pris pendant et à l'occasion de la dite guerre appartiennent à ceux qui feront les dites prises, avec deffenses à toutes les personnes de leur oster ny les en priver sur peine de désobéissance et autres plus grandes s'il y eschet¹² ». En quelques années à peine, l'État monarchique s'est ainsi emparé de cette question, dans ses multiples dimensions. Sans doute faut-il y voir la conséquence des tensions sur le marché de la main-d'œuvre militaire et donc de la nécessité de préserver une ressource devenue rare alors que croissent de manière rapide les effectifs des armées des différentes puissances belligérantes. Le poids potentiellement pris par cette question dans les négociations entre belligérants en fait une affaire trop sérieuse, aux implications trop nombreuses, pour être abandonnée par un pouvoir monarchique en cours d'affirmation. Celui-ci intervient en fait à deux niveaux principalement.

L'État capteur

L'une des premières priorités est sans doute, pour l'État, de s'imposer comme le détenteur ultime des prisonniers. Cela ne va guère de soi, dans la mesure où la pratique ancienne des rançons faisait – et fait encore, en 1636, nous l'avons vu – du combattant qui a capturé le bénéficiaire du versement, que ce versement se fasse préalablement à la libération ou contre parole.

Les résistances à ce nouvel état de fait semblent se multiplier. Ainsi, le préambule d'une ordonnance royale du 12 septembre 1654 dénonce le fait que

« [...] les chefs et officiers [...] et autres gens de guerre ayant fait des prisonniers dans les combats, batailles et autres occasions en disposent à leur volonté pour leur utilité particulière au préjudice du bien public, tirans rançon d'eux soubz main et sans en avoir eu l'approbation de Sa Majesté¹³ ».

Sans doute n'est-ce pas un hasard si le roi doit rappeler ces principes et son autorité, en ce domaine comme en d'autres, au lendemain de la Fronde, la multiplication des textes laissant supposer de nombreuses résistances. Depuis une quinzaine d'années en effet, l'État monarchique cherche à s'imposer comme le principal acteur de l'économie de la captivité de guerre, mû par des impératifs à la fois « tactiques » et « stratégiques ».

D'un point de vue tactique tout d'abord, il lui faut se prémunir contre les risques militaires liés à une éventuelle évasion de captifs qui se comptent parfois par milliers, les éloigner notamment de toute éventuelle action libératrice menée par un quelconque « parti » à quelques dizaines de kilomètres des avant-postes de l'ennemi. C'est, ainsi que le précise un mandement royal du 3 juin 1643, parce qu'« ilz ne peuvent estre tenus seurement » dans les « places de la frontière de Picardie et Champagne » dans lesquelles ils ont été dans un premier temps dispersés que « le Roy [veut] faire conduire

12. Cité par CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », art. cité, p. 42.

13. *Ibid.*, p. 43.

en bon ordre en lieu de seureté les cheffz et officiers espagnolz faictz prisonniers de guerre en la bataille de Rocroy, par l'armée de Sa Maïesté, commandée par monsieur le duc d'Anguien¹⁴ ». Les mêmes raisons conduisent Gaston d'Orléans à demander à Le Tellier, dans une lettre du 14 août 1645, d'envoyer en Normandie les hommes qu'il vient de capturer à Lenck et à Bourbourg¹⁵. La répartition dans le grand Ouest de la France des captifs de la bataille de Mardyck en 1646 illustre cette volonté d'éloigner, autant que faire se peut, les prisonniers des frontières et des zones de combat. Il n'en reste pas moins que, si cela permet de limiter et le nombre des évasions, et leur ampleur, et par conséquent les risques tactiques inhérents à une action sur ses propres arrières, il est vain d'espérer les empêcher totalement. Il est vrai cependant que tous les fugitifs ne cherchent pas forcément à rejoindre leur armée : un procès-verbal dressé par le corps de ville d'Angers en février 1645 révèle ainsi que si deux Espagnols pris à Rocroi ont bien quitté clandestinement la ville, ils séjournent en fait à Tours auprès de certains de leurs camarades depuis plus de six mois, sans avoir été inquiétés¹⁶.

Mais, à cette dimension tactique, s'en ajoute une de nature que l'on pourrait qualifier de stratégique. Ainsi que le stipule l'ordonnance du 12 septembre 1654 déjà mentionnée, des demandes de rançon « privées » se font encore alors que, signale le texte, si l'on remettait les prisonniers « en son pouvoir suivant les anciennes ordonnances et l'usage du Royaume, ils serviroient à retirer par échange ceux qui tombent ez mains des ennemis, lesquels y sont presque toujours mal traittez¹⁷ ». C'est donc pour le « bien public », contre les « abus » causant « un préjudice notable à l'Estat et au service de Sa Majesté » que le roi entend réaffirmer ses prérogatives en ce domaine. La même logique fait de l'État le seul à pouvoir mener à bien des échanges, dans l'intérêt supérieur du royaume, face aux seuls intérêts individuels : au Roi seul appartient de « disposer des prisonniers et de leur donner liberté, soit libéralement, soit par eschange ou par rançon et de les taxer de telle somme que bon luy semblera¹⁸ ». Le fait que, selon A. Babeau, le conseiller d'État Talon prenne l'habitude de se faire remettre les captifs, en payant comptant 400 L. pour un colonel, 200 pour un capitaine de cavalerie, 100 pour un capitaine d'infanterie, afin de « remédier ainsi aux abus de ceux qui en disposaient pour leur utilité particulière, en tirant rançon

14. Cité par COPPINGER, E., « Mandement relatif à un convoi de prisonniers faits à Rocroy (1643) », *Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie*, 1913-1918, t. 12, p. 391. Le sieur de Millier, gentilhomme du roi, qui laisse à Angers une centaine de prisonniers le 24 juin 1643, déclare ainsi aux échevins avoir été chargé à La Fère, Laon et Soissons de 1200 prisonniers destinés à Orléans, Amboise, Tours, Saumur, Angers et Nantes (Arch. mun. d'Angers, BB 79, délibération du 26 juin 1643).

15. SHD/GR, A¹ 98, lettre du 14 août 1645. C'est « à cause de la proximité de leur país » qu'il justifie cette demande.

16. Arch. mun. d'Angers, EE 43, fol. 1, procès-verbal du retour de prisonniers espagnols évadés, 12 février 1645. Repris à Pontoise en août 1644, quatre autres Espagnols évadés de Rouen semblent avoir préféré prendre la direction de Paris plutôt que de la frontière et de la guerre (SHD/GR, A¹ 98, lettre de M. Pascal au ministre, 19 août 1644).

17. Cité par CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », art. cité, p. 43.

18. *Ibid.*

en sous-main », en dit long sur les évolutions en cours, l'importance que l'on y accorde aussi¹⁹.

L'objectif est implicitement celui d'une gestion globale de cette question de la captivité de guerre, tenant compte certes d'impératifs particuliers – la négociation de l'échange d'un prisonnier de marque par exemple, tel le Gênois Janetin Doria à l'été 1643, confié à Mazarin en remboursement du recrutement d'un régiment italien²⁰ –, mais aussi de la situation stratégique du moment, et ce à l'échelle des différents fronts sur lesquels sont engagées les armées du Roi : Catalogne, Italie, Allemagne, Flandres. En février 1644, évoquant un échange de prisonniers faits en Lorraine, Mazarin rappelle implicitement à Turenne que si la reine a dû « en rendre une autre fois autant, pour le moins, de ceux qui avoient été pris sur les Espagnols, et dont ils fortifieront leur armée des Pays-Bas, qui est mettre autant d'ennemis sur les bras des nostres, qui agiront du costé de la Picardie et de la Champagne », ce fut en raison d'intérêts supérieurs, dépassant justement ce seul front²¹. Le ministre profite d'ailleurs de l'occasion pour demander au maréchal de le « faire sçavoir à l'armée » : « Je me persuade que cette nouvelle ne vous sera pas désagréable » conclut-il.

Acteur de captures, l'État se fait donc aussi « gestionnaire » des prisonniers, par la force des choses.

L'État gestionnaire

Rassembler, répartir, transférer les prisonniers : telles sont les premières tâches incombant à l'État. Avouons-le : les sources manquent cruellement pour saisir, en ce premier XVII^e siècle, les étapes initiales de la captivité²². Le rassemblement des prisonniers, leur prise en charge en arrière immédiat de la zone des opérations revient au chef militaire : après Rocroi, il semble bien que ce soit le duc d'Enghien qui ait pris l'initiative de rassembler dans les

19. BABEAU, Albert, *La vie militaire sous l'Ancien Régime*, tome 1, Paris, Firmin-Didot, 1889, p. 290.

20. En la circonstance, le roi redevient en cela un acteur privé parmi d'autres, y compris son principal ministre, ainsi que le suggère Vo-HA, Paul, *Rendre les armes...*, *op. cit.*, p. 211. La question de la rançon de Janetin Doria est l'objet d'un échange de courriers entre Mazarin et M. d'Amontot en juillet et août 1643 notamment. Dans une lettre du 28 juillet 1643, le ministre s'étonne ainsi « que l'on mette si bas la rançon du sieur Janetin Doria, dans la connoissance que nous avons du bien qui est dans la maison et du rang qu'il tient auprès du roy d'Espagne. Je ne comprends point à quelle ressource il s'attend pour recouvrer sa liberté, en une conjoncture où Dieu donne tant d'avantages à la France sur ses ennemis, où nous avons un si grand nombre d'officiers espagnols prisonniers, et eux n'en ont presque point de françois. Faites donc sçavoir, s'il vous plaist, aux entremetteurs de cette affaire que, s'ils ne parlent un autre langage, ledit Janetin court fortune de ne pas revoir de longtemps son pays » (CHÉRUÉL, A. [éd.], *Lettres du cardinal de Mazarin pendant son ministère*, tome I, Paris, Imprimerie nationale, 1872, p. 263).

21. *Ibid.*, p. 578-579.

22. Il est vrai que, pour la période courant de la fin du XVII^e siècle à 1815, ce sont les récits de combattants et/ou de prisonniers qui nous renseignent le plus précisément sur cette phase. Ils restent rares avant les premières années du XVIII^e siècle.

« places de la frontière de Picardie et Champagne » les quelque 7000 captifs espagnols ainsi que le laisse entendre le mandement royal du 3 juin 1643²³. Mais justement, ainsi que le laisse entendre ce texte, c'est au roi que revient la prise en charge des étapes suivantes qu'il confie à quelques hommes de confiance, souvent les mêmes : ainsi du sieur de Chambly, exempt des gardes du corps, dont la présence est attestée à Caen en février 1645, à Rouen de juillet 1647 à mars 1648, à Guingamp en juin de la même année où on le qualifie de « commissaire député pour la conduite des espagnols prisonniers de guerre », enfin à Landerneau en août suivant, après l'échec d'une tentative d'échange²⁴.

La première des étapes concerne la répartition des prisonniers dans les villes du royaume, nous l'avons vu. Nombreux sont les mandements, ordonnances, courriers en tous genres expliquant ce que celle-ci doit être, avec une précision parfois limitée : ainsi, si l'« estat des prisonniers de guerre qui sont es villes de Rouen, Evreux, Ponthoise, Meulan, Vernon et les Andelis [...] de la distribution que le Roy pour l'avis de la Royne régente sa mère veult en estre faicte dans plusieurs villes de la Basse Normandie et de Bretagne » fait à Paris en juin 1648 mentionne le grade de chacun des 857 prisonniers concernés – capitaines, lieutenants, alfîères, sergents, caporaux ou simples soldats –, celui signé à Fontainebleau le 1^{er} septembre 1646 concernant les Espagnols capturés à Mardyck en 1646 se contente de les répartir par masses de 50, 100 ou, exceptionnellement, 150²⁵. Retenons tout d'abord la relative réactivité de l'administration royale, réactivité peut-être croissante même : si c'est une lettre du 30 mai 1643, onze jours après Rocroi, qui annonce à la ville de Nantes l'arrivée prochaine de prisonniers, l'état de distribution de ceux qui ont capitulé à Mardyck est signé à Fontainebleau neuf jours seulement après la prise de la ville²⁶. Quant à l'ordonnance qui régit la répartition des prisonniers faits à Lens le 20 août 1648, elle est datée du 23²⁷.

23. Cité par COPPINGER, E., « Mandement relatif à un convoi de prisonniers... », art. cité, p. 391. Après la bataille de Lens, comme le rappelle CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », art. cité, p. 55, les prisonniers espagnols sont dans un premier temps rassemblés à Doullens, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest.

24. DAUVIN, Antoine, « La municipalité de Caen et les prisonniers de guerre espagnols pendant la guerre de Trente Ans (1639-1648) », *Annales de Normandie*, 2015, n° 2, p. 35; CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », art. cité, p. 51; Arch. mun. de Guingamp, CC 44, comptes des miseurs de la ville de Guingamp, 1648-1651, fol. 10v^o-11v^o; Arch. mun. de Landerneau, BB 1, délibération du 1^{er} août 1648, fol. 2 r^o-7v^o.

25. BnF, ms fr 4177, folo 317; SHD/GR, A¹ 98, cité par CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », *op. cit.*, p. 97-98. De ce point de vue, la première liste se rapproche de celle établie pour les prisonniers pris au passage de la Sègre en 1645, citée dans le même article.

26. Arch. mun. de Nantes, BB40, délibérations de la communauté de ville, 25 juin 1643, fol. 133v^o. Ces ordres sont d'ailleurs complétés ultérieurement : un mandement royal du 3 juin prescrit au sieur de Lieury de se charger du transfert des prisonniers espagnols depuis Saint-Quentin où ils ont été regroupés pour certains (COPPINGER, E., « Mandement relatif à un convoi de prisonniers... », art. cité).

27. Arch. mun. de Nantes, BB41, délibérations de la communauté de ville, réception des prisonniers de Lens, 24 septembre 1648.

Une certaine logique semble prévaloir dans la répartition de ces captifs, liée aux capacités d'accueil – réelles ou supposées – des différentes localités, liée aussi à la proximité relative du lieu de capture et des provinces choisies²⁸. Les prisonniers des fronts artésiens et flamands sont ainsi dirigés en priorité vers des localités situées dans un grand Ouest du royaume – celui qui nous intéresse plus particulièrement ici – courant de la Normandie au Poitou ; ceux pris en Catalogne le sont principalement au sud d'une ligne Lyon-Bordeaux (cf. carte n° 2). Il est possible que ces limites se soient d'ailleurs affirmées au fil du temps : fin juin 1643, l'on voit passer à Tonnerre puis Avallon des prisonniers de Rocroi se dirigeant vers l'Auvergne. Diverses sources en signalent au Mans, à Laval, Saumur, Blois ou Amboise mais aussi Loudun, Limoges, Angoulême, Cognac, Aubusson, Montluçon et Guéret, sans que l'on puisse compter, semble-t-il, sur un document de synthèse comparable à ceux de 1645 ou 1646, signe là encore peut-être des progrès de l'administration royale. À l'échelle locale, semblent privilégiées les villes les plus importantes, notamment – mais pas seulement – celles dotées de châteaux ou forteresses²⁹.

La réalité est parfois plus complexe, autant qu'on puisse en juger par le cas de la Bretagne. En effet, le choix fait de confier aux villes l'entretien des prisonniers au quotidien implique une extrême dispersion des captifs : la répartition faite en juin 1648 depuis Paris de 807 Espagnols que l'on espérait échanger et que l'on reconduit en Bretagne depuis Rouen se fait entre 26 villes bretonnes et deux normandes (Falaise et Valognes), soit une moyenne de moins de 30 prisonniers par site (cf. carte n° 3). Si Morlaix et Vannes en accueillent 65 et 54, il n'y en a que 16 à Lamballe et Dol, 15 à Tréguier ou Moncontour, 12 à Concarneau³⁰. Quant à la ville de Quintin, elle ne doit accueillir à partir de décembre 1646 que quatre prisonniers espagnols³¹. De ce point de vue, la différence est nette avec ce qui se pratique un siècle plus tard : l'on privilégie alors plutôt la concentration des prisonniers en un même lieu, par centaines voire milliers, à Dinan principalement, Brest, Fougères, Saint-Malo secondairement, auxquels il faut, il est vrai, ajouter quelques petites villes des environs où logent des prisonniers sur parole, officiers mais aussi moussettes³².

28. Notons que les provinces de l'Ouest, et en particulier la Bretagne, n'accueillent alors que très exceptionnellement de troupes royales, ne subissant donc pas les effets du logement des gens de guerre. L'envoi de prisonniers de guerre dans ces provinces peut alors apparaître comme une sorte de contrepartie à cette moindre présence militaire. Reste qu'une ville comme Limoges doit, en 1648, faire face aux dépenses liées à l'arrivée de dizaines de captifs espagnols et au passage régulier de troupes, grevant durablement les finances municipales (voir RUBEN, Émile et GUIBERT, Louis [éd.], *Registres consulaires de la ville de Limoges*. T. 3. *Deuxième registre, 1592-1662*, Limoges, Chapoulard, 1884).

29. Le mandement royal du 3 juin 1643 évoque explicitement des « châteaux et citadelles » (COPPINGER, E., « Mandement relatif à un convoi de prisonniers... », art. cité, p. 393).

30. BnF, ms fr 4177, fol. 317.

31. Arch. mun. de Quintin, D 15, tables analytiques des délibérations de la communauté de ville de Quintin de mai 1643 à décembre 1744.

32. LAGADEC, Yann, LE PICHON, Étienne et PERRÉON, Stéphane, « Les prisonniers de guerre en pays malouin pendant la seconde guerre de Cent Ans (1689-1815) », *Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo*, 2013, p. 231-253.

Carte n° 2 – La répartition des prisonniers de la Sègre en 1645

Carte : Yann LAGADEC

La dispersion implique la grande diversité des lieux. L'on trouve ainsi des prisonniers dans la très modeste – et très isolée – « forteresse » de Comper, en plein cœur de la Bretagne, qui a alors perdu tout l'intérêt militaire qui avait été le sien jusqu'aux guerres de la Ligue, mais aussi, en fonction des moments, à Paimpol, Roscoff, Locronan ou Cancale qui n'ont même pas alors le statut de ville et ne députent pas aux états de Bretagne³³. Les cités de l'intérieur de la province sont dans le même temps largement délaissées : c'est le cas notamment de Pontivy et Josselin – qui, il est vrai, dépendent du duché de Rohan : peut-être est-ce là une explication, nous y reviendrons –, mais aussi de Vitré et Châteaubriant dont les châteaux en accueilleront pourtant au siècle suivant. Quant à la capitale provinciale, Rennes, elle n'en voit que lorsque quelques-uns transitent par là³⁴. Autant

33. L'on pourrait aussi citer le cas d'Illici, dans le Maine, qui doit en accueillir en 1646 (CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », art. cité, p. 97-98).

34. Il n'est pas sûr cependant qu'il faille y voir, à l'instar de Vo-HA, Paul, *Rendre les armes...*, op. cit., p. 227, la volonté des commissaires départis d'épargner aux chefs-lieux de généralité ces charges supplémentaires. Outre Lyon et Tours, Caen, Rouen, Limoges ou

qu'on puisse le percevoir à travers les archives concernant les prisonniers de Rocroi, Mardyck, Lens et Rethel entre 1643 et 1651, c'est une Bretagne des grands axes de communication, une Bretagne essentiellement littorale plus qu'une Bretagne réelle qui semble concernée par la captivité des combattants espagnols.

Carte n° 3 – La répartition de 807 prisonniers espagnols de Rouen en Bretagne en juin 1648

La chose tient sans doute aux grandes règles qui régissent le transfert de ces masses de prisonniers, globalement fixées dès 1643 au plus tard. L'on applique aux Espagnols les mêmes principes qu'aux troupes royales : lorsque le sieur de Lieury est envoyé à Saint-Quentin pour prendre en charge les prisonniers qui s'y trouvent et les ramener vers la Normandie, c'est une « route qui est mise en ses mains³⁵ ». Le même mandement stipule qu'il « leur sera fourny par les habitants [...] les vivres nécessaires par estappes, à la raison portée par les règlements de Sa Maiesté pour ses troupes », en s'appuyant sur les « gouverneurs des villes, maires, eschevins, magistratz et principaux habitants d'icelles », chargés de donner « leurs certificatz à ceux qui en auront fait la fourniture, pour estre remboursez

Bordeaux reçoivent par exemple régulièrement des prisonniers au cours de cette période. Quant à la Bretagne, elle n'a pas encore d'intendant.

35. COPPINGER, E., « Mandement relatif à un convoi de prisonniers... », art. cité, p. 391.

de la despense » ainsi qu'on le fait, en temps normal, pour les régiments en mouvement³⁶.

La chose traduit bien cependant le caractère limité des capacités de l'État monarchique, un État contraint à la modestie : il ne peut rien en effet sans l'appui des villes.

L'indispensable appui sur les villes : les limites d'un État encore modeste

L'État monarchique n'a pas, en ce milieu du XVII^e siècle, les moyens de ses ambitions et doit donc trouver, localement, des relais afin de prendre en charge des milliers de prisonniers, des prisonniers dont le nombre croît à chaque nouvelle victoire, à chaque nouvelle campagne, alors que les circuits de potentiels échanges peinent quant à eux à se mettre en place³⁷. Selon un système comparable à celui des étapes pour les gens de guerre, l'État se retourne donc vers les communautés, simples villes d'étapes ou lieu d'une captivité plus longue, pour faire face au coût croissant de l'entretien des prisonniers.

La prise en charge des prisonniers au quotidien : l'affaire des villes

Les ordonnances et lettres patentes envoyées par le roi à partir de 1643 fixent les grands principes de gestion des prisonniers au quotidien. Trois possibilités s'offrent aux municipalités.

La première consiste à prendre en charge elles-mêmes les captifs. De fait, il s'agit toujours de l'étape initiale, le temps de la mise en œuvre éventuelle d'autres solutions. L'activité qui en découle pour les corps de ville est loin d'être négligeable, ainsi qu'en témoigne la multiplication des délibérations. À Nantes par exemple en 1643, les échevins se réunissent le 25 juin pour recevoir 129 Espagnols, le 28 à « huict heures du matin » puis à « deux-heurs de l'après-midy » pour demander au miseur en fonctions

36. Dans certaines provinces au moins – et contrairement à ce qu'observe CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », art. cité, p. 60 pour Rouen –, la nourriture des prisonniers en transit ne repose pas sur les étapiers, mais sur les habitants. C'est le cas notamment en Bretagne où la faible présence de troupes royales fait que le système des étapes reste encore embryonnaire à cette date. On trouve plusieurs exemples de cette prise en charge des soldats espagnols par les habitants, notamment à Guingamp début 1651 pour ceux capturés à Rethel. Pour le siècle suivant, voir LAGADEC, Yann et PERREON, Stéphane, « Jeux d'échelles : réflexions sur la captivité des combattants britanniques... », art. cité, p. 40-44.

37. Les prisonniers qui sont répartis en Bretagne le 20 juin 1648 le sont, semble-t-il, suite à l'échec de négociations en vue d'un échange à grande échelle : « après que les principales conditions du traité d'échange ont été ajustées avec beaucoup de peine et de contestation, les Espagnols y ont formé de nouvelles difficultés et ont rompu la négociation » explique-t-on à Landerneau (Arch. mun. de Landerneau, BB 1, délibération du 1^{er} août 1648, fol. 5vo et BnF, ms fr 4177, fol. 317).

de se charger des dépenses inhérentes, organiser la garde de ces prisonniers par les compagnies du guet et leur transfert vers le sanitat, au sud de la ville, les 1^{er}, 5, 12 et 19 juillet pour régler de nouveaux problèmes³⁸. Trouver des locaux où loger les quelques dizaines de captifs n'est pas sans difficulté : si à Nantes, le sanitat est exceptionnellement disponible en 1643, à Guingamp en 1649, l'on recourt aux services d'un maître maçon pour « accomod[er] et massonn[er] la prison et logement où sont à présent les Espagnols³⁹ ». Il faut ensuite, selon les ordonnances royales, fournir d'une part « des litz, renouvellement de linceul en iceux » pour les officiers, d'autre part de la « paille pour coucher les soldatz⁴⁰ ». Il faut aussi et surtout les nourrir, pour des sommes elles aussi fixées par le roi : « quatre solz pour chaque soldat, cinq solz pour caporal, six solz pour sergent, dix solz pour alfier, cornette ou maréchal des logis, quinze solz pour lieutenant et vingt solz pour capitaine, tant de cavalerie que d'infanterie, en tout et par chacun jour⁴¹ ». Il faut enfin les faire soigner, tels ces prisonniers arrivant de Rocroi à Nantes « grandement blessés tant de coups de picques, d'espieu, que d'armes à feu, ayant la plupart d'iceulx quantité de corps étranger dans leurs blessures⁴² ». Ce sont les miseurs de la ville qui doivent faire face à ces multiples dépenses, qu'A. Croix, comparant les cas de Nantes et Guingamp, évalue entre 80 et 90 livres en moyenne par an et par prisonnier, des sommes considérables au final lorsque l'on sait que nombre de villes de l'Ouest accueillent des dizaines de prisonniers espagnols de manière presque continue de 1643 à 1651-1652 : nous y reviendrons.

Les moyens des miseurs et les finances municipales ne suffisent pas, parfois, à faire face à la situation. Les villes ont alors la possibilité de faire « faire advance » des sommes nécessaires « par douze des principaux habitants de la d[ite] ville quy seront nommés par le corps d'icelle » suivant une formule que l'on retrouve à Nantes, Angers ou Caen en 1643, à Angoulême en 1644, ailleurs plus tard⁴³. La solution est plus ou moins bien acceptée, on l'imagine. Ainsi, à Limoges, en septembre 1648, une « assemblée de ville » considère que

38. Arch. mun. de Nantes, BB40, délibérations de la communauté de ville, juin-juillet 1643. À Quintin en 1646, l'arrivée de quatre prisonniers espagnols se traduit par six réunions du corps de ville en l'espace de trois semaines (Arch. mun. de Quintin, D 15, tables analytiques des délibérations de la communauté de ville de Quintin de mai 1643 à décembre 1744).

39. Arch. mun. de Guingamp, CC 33, quittance de Pierre Rechellon, maître maçon, 11 décembre 1649.

40. BnF, ms fr 22 344, fol. 236.

41. BnF, ms fr 22 344, fol. 236.

42. Arch. mun. de Nantes, EE134.3, lettre de La Gasne, maître chirurgien, et Pichaud, maître apothicaire, aux maire et échevins de Nantes, 1643.

43. Arch. mun. de Nantes, BB40, délibérations de la communauté de ville, 25 juin 1643, fol. 135^{ro}; Arch. mun. d'Angers, BB 79, délibération du 23 juin 1643, fol. 25^{ro}; DAUVIN, Antoine, « La municipalité de Caen et les prisonniers de guerre... », art. cité, p. 45-46; GEORGES, J., « Les prisonniers espagnols à Angoulême (1643 à 1650) », *Bulletin de la Société historique et archéologique de la Charente*, 1920, p. XLIV.

« l'incomodité seroit trop grande de choisir quelques habitans pour les obliger à cette advance et qu'il seroit plus expédient de nommer quatre habitans de chaque canton pour quinze jours, pour esgaller sur tous les habitans dudit canton la somme qui seroit imposée sur iceluy pour la nourriture et subsistance desdits prisonniers, sur le pied de ce que le Roy ordonnoit estre païé à chacun d'eux⁴⁴ ».

La chose ne se fait d'ailleurs pas sans difficultés, « l'exécution de ce résultat » donnant « grande peyne » aux échevins « par la négligence et mauvaise humeur desdits cantonniers ». À Quintin, en décembre 1646, le corps de ville convoque ces principaux habitants pour s'assurer de leur consentement à remplir les charges d'ailleurs limitées liées à l'arrivée de quatre Espagnols. Le sieur de la Touche, écuyer, demande, en ce qui le concerne, la

« nullité de la délibération en cas qu'on voulût l'y contraindre par les voies de droit, attendu qu'il n'est nullement tenu à la contribution dont il s'agit, attendu sa qualité personnelle, et il ajoute qu'il n'a jamais été appelé aux affaires de la dite communauté du corps de laquelle il n'est en aucune façon et a signé⁴⁵ ».

Noble homme Morin Prigent, sieur de la Ville Orhan, déclare pour sa part qu'au regard de sa « qualité personnelle il n'est obligé à cette contribution ni à aucune de pareille nature, proteste et taxe de nullité la délibération contre laquelle il se pourvoira par les voies de droit au cas qu'on veuille l'y obliger ». Jan Le Coniac, sieur des Vergers, déclare « n'avoir à débattre de contribuer aux fins de la lettre de S[a] M[ajesté] pour une douzième part à la nourriture des dits soldats », et « pour ce qui est de la garde et conservation du corps desdits soldats, dit ne pouvoir y être tenu n'ayant de logement convenable et sûr », notant par ailleurs qu'une partie des personnes désignées est absente. Six des douze principaux habitants protestent ainsi, quatre autres, représentant les épouses de notables absents, refusant de prendre position. Finalement, la solution vient de la proposition de « M^e Jan Taschel de cette ville demeurant rue Rochonen lequel s'est offert de garder les prisonniers, de leur donner logement, la paille *etc.* à raison de trente sols par jour », le sieur René Le Rouxignol se proposant d'ailleurs de le faire dans « les mêmes conditions pour vingt sols ». C'est lui qui, logiquement, emporte le marché, à la plus grande satisfaction du corps de ville.

Le recours à des entrepreneurs est d'ailleurs explicitement évoqué dans les instructions royales. La lettre reçue par la ville de Nantes en juin 1643 propose à la municipalité de « faire le marché de la d[ite] fourniture de lit et paille et des vivres nécessaires à ch[ac]un des officiers & soldats dont vous serez chargés avecq un entrepreneur qui en fait son devoir⁴⁶ ». À Chinon en 1643, c'est un certain Yves Levain le jeune qui se porte « adjudicataire au rabais de la depence, noriture et habitz des gens de guerre de la bataille

44. RUBEN, Émile et GUIBERT, Louis (éd.), *Registres consulaires de la ville de Limoges...*, *op. cit.*, p. 352-353.

45. Arch. mun. de Quintin, D 15, délibération du 19 décembre 1646.

46. Arch. mun. de Nantes, BB40, délibérations de la communauté de ville, 25 juin 1643, fol. 135^{ro}.

de Rocroix espagnols et d'autres pays qui sont prisonniers par ordre de Sa Majesté au château de cette ville », ce dont il rend compte en novembre⁴⁷. Des références identiques au recours potentiel à un « marché » avec de tels « entrepreneurs » figurent dans la lettre adressée par le roi à la ville de Quimper en septembre 1646, une ordonnance à destination du corps de ville d'Angers en 1648 évoquant quant à elle « des entrepreneurs bien solvables & soigneux⁴⁸ ».

Reste le problème de fond : le règlement des sommes engagées, quelle que soit la solution retenue.

Les conséquences financières de la présence des prisonniers : des villes endettées

Les textes royaux se suivent et se ressemblent en ce domaine de la prise en charge des prisonniers : lettre du 30 mai 1643 au corps municipal de Nantes, mandement royal du 3 juin suivant organisant la mission du sieur de Lieury, lettre au corps municipal de Quimper du 1^{er} septembre 1646 mais aussi comptes des villes en fixent les grandes lignes. « Nous ne pouvons subvenir des deniers de nostre espargne à la despense des dits prisonniers » indique par exemple le premier de ces documents⁴⁹. Il convient donc aux villes de faire l'avance des dépenses engagées, avec promesse, « sur l'estat qui sera arrêté de toute la dite despense, après le départ des dits prisonniers, par l'intendant de la justice et finances de ma province de Bretagne », de « pourvoir à leur remboursement⁵⁰ ».

Cette situation n'est pas sans conséquences pour les villes et leur équilibre financier : à Quimper par exemple, en l'espace de six mois, quelque 7 000 L. sont déboursées pour pourvoir à l'entretien d'une quarantaine d'Espagnols en 1646-1647. À Guingamp, de 1647 à 1652, près de 9 000 L. sont dépensées pour nourrir, loger, faire garder des prisonniers espagnols capturés à Mardyck et Rethel principalement ; avec près de 1 800 L. par an en moyenne, la communauté de ville consacre de l'ordre du tiers de son budget à ce poste exceptionnel, plus encore certaines années⁵¹. À Caen, la

47. GARCIA, Michel, « Les prisonniers de Rocroi à Chinon (1643-1646) », *Bulletin de la Société des Amis du Vieux Chinon*, t. VIII, n° 10, 1986, p. 1417.

48. Arch. mun. d'Angers, BB 81, délibération du 18 septembre 1648, fol. 229v°.

49. Arch. mun. de Nantes, BB40, délibérations de la communauté de ville, 25 juin 1643, fol. 133v°. Ces ordres sont d'ailleurs complétés ultérieurement : un mandement royal du 3 juin prescrit au sieur de Lieury de se charger du transfert des prisonniers espagnols depuis Saint-Quentin où ils ont été regroupés pour certains (COPPINGER, E., « Mandement relatif à un convoi de prisonniers... », art. cité).

50. BnF, ms fr 22 344, fol. 236. La référence à un « intendant de la justice et finances de ma province de Bretagne » peut surprendre à cette date très précoce. Il s'agit probablement ici d'un intendant temporaire, en l'occurrence Coëtlogon de Méjusseume (CANAL, Séverin, « Les origines de l'Intendance de Bretagne [suite] », *Annales de Bretagne*, 1912-1, p. 83-103).

51. Arch. mun. de Guingamp, CC 43-44, comptes des miseurs de la ville de Guingamp, 1647-1650, et CROIX, Alain, *La Bretagne aux XVI^e et XVII^e siècles. La vie, la mort, la foi*, Paris, Maloine, 1981, p. 364.

municipalité doit dépenser plus de 3300 L. de juin à décembre 1643 pour 14 officiers espagnols, 10000 L. en 1645 tandis qu'à Angoulême, le corps de ville doit contracter un emprunt de 7000 L. en mai 1644, moins d'un an après l'arrivée des prisonniers faits à Rocroi⁵². À Nantes, entre 1643 et 1652, près de 30000 L. sont engagées par les miseurs, 3000 par an en moyenne, ce qui n'est pas sans conséquences pour « maistre Anthoine Nidelet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy de la ville » : le 5 février 1645, il est contraint d'emprunter de l'argent en son nom « pour payer la nourriture des deux dernières semaines des prisonniers espagnols quy sont dans le ch[âte]au de Nantes », avouant par ailleurs « qu'il luy est impossible de payer celle de la semaine courante ny des autres cy apprés n'ayant aucun devoir entre mains⁵³ ». Le corps de ville débloque alors la somme de 400 L. puis, le 23 mars, à nouveau 3000 L., alors que Nidelet, qui a déjà dû emprunter plusieurs milliers de livres, est menacé par ses créanciers d'être contraint « tant par exé[c]u[ti]on de ses biens que par emprisonn[emen]t de sa personne », « atandu qu'ils sont porteurs d'actes obligataires sur luy en premier nom ».

Pour faire face, les villes peuvent, en théorie, obtenir la levée d'une imposition particulière. Les ordonnances royales prévoient ainsi, dans le cas de Nantes, que le remboursement des sommes avancées se fasse

« par tous les habitants de la d[ite] ville et forsbourgs par le moien de l'imposition qui sera faicte à ceste fin sur eux en la mesme forme et manière que l'on fait les cotizations pour les charges publiques ou pour deniers royaux sans que aucun en soit exempt synon ceux qui le sont de la taille ou subsistance et sans que pour ce il faille d'autres lettres ny permission que la présente, vous assurant que sur l'estat que vous ferez au reste de toutte ceste despance après le départ des d[its] prisonniers par l'intendant de la justice et finance en la généralité de Bretagne, nous pourvoirons au remboursement ou à la descharge de toute vostre communauté de la somme à laquelle se montera la d[ite] despance soit en la faisant déduire sur les payemens que la d[ite] communauté pourra nous devoir soit en l'imposant sur la d[ite] généralité enthière⁵⁴ ».

52. DAUVIN, Antoine, « La municipalité de Caen et les prisonniers de guerre espagnols... », art. cité, p. 45-48 et GEORGES, J., « Les prisonniers espagnols à Angoulême... », art. cité, p. xli.

53. Arch. mun. de Nantes, EE134.3, ordonnance de la ville de Nantes débloquent 400 L., 5 février 1645.

54. Arch. mun. de Nantes, BB40, délibérations de la communauté de ville, 25 juin 1643, fol. 135ro. À Angers, en 1648, le remboursement doit se faire « par le moyen de l'impo[siti]on que nous entendons estre faicte à cette fin comme il a esté fait po[ur] les autres prisonniers de guerre qui ont cy-devant esté distribués dans nos provinces » (Arch. mun. d'Angers, BB81, délibération du 18 septembre 1648, fol. 229v^o). La lettre du roi adressée au maréchal de Brézé, gouverneur en Anjou, évoque l'avance que devront faire 12 notables d'Angers des sommes nécessaires à l'entretien des prisonniers, des notables qui « seront remboursés ensemble de l'intérêt de ce qu'ils avanceront par tous les ha[bita]ns de la d[ite] ville et fauxbourgs d'icelle, par le moyen de l'imposition qui sera faicte sur eux en la mesme forme et manière que se font les cottisations accordées pour les charges publiques et pour deniers royaux, sans qu'aucun en soit exempt sinon ceulx qui le sont de la taille et de la subsistance et sans que pour ce il faille d'autres lettres ny permission

On garde effectivement trace de pareille imposition exceptionnelle en Normandie, par exemple dans le « compte du trésor de la paroisse » du Petit-Quevilly « rendu par Nicolas [Le] Vasseux le 7 juillet 1647 » pour les années 1646-1647. Le document comptable signale ainsi une dépense de 60 L.

« [Le] vingt quatre[iesm]e jour d'octobre audict an pour avoir esté a Rouen avec mos[ieur] le curé Pierre Vasseux porter la moityé de la taxe a quoy nous advons esté taxez pour nostre part de la nourriture des Espagnols suivant le mandement a nous envoyé par messieurs de ville, pour la quelle moityé j'ay payé, la somme de soixante livres⁵⁵. »

La seconde moitié est payée en novembre 1646, sans doute pour des prisonniers de Mardyck, soit un total de 120 L., une somme qui doit être mise en regard des 553 L. de recettes et 112 L. de dépenses de cette année-là⁵⁶. En Bretagne en revanche, la situation semble plus complexe. Certes, l'on trouve trace de l'augmentation de certains droits à cette fin à Quimper ou Landerneau par exemple. Dans la première de ces villes, les deniers d'octroi obtenus de Louis XIII pour le financement de l'établissement d'un collège jésuite sont en fait affectés à la nourriture des prisonniers, ce qui conduit les révérends pères à se plaindre de cette situation auprès du roi ; ils ont d'ailleurs gain de cause⁵⁷. Le corps de ville de Landerneau obtient quant à lui, en 1650, la possibilité de lever un sou de plus par pot sur les boissons vendues par les taverniers et cabaretiers. À Guingamp, à Saint-Pol-de-Léon, Hennebont ou Landerneau, les municipalités multiplient les requêtes auprès du parlement ou des états pour que les dépenses soient réparties sur l'ensemble des paroisses des environs, à l'échelle de la sénéchaussée éventuellement, comme le roi l'avait d'ailleurs laissé entrevoir. En vain.

À défaut de remboursement ou d'impositions exceptionnelles, à coup d'expédients, les villes s'endettent à des niveaux parfois considérables, surtout dans les plus modestes d'entre elles. Ainsi, à la fin des années 1640, la dette de Fougères est évaluée à 175 % d'une année de revenus

que la p[rése]nte » (Arch. mun. d'Angers, BB79, 23 juin 1643, fol. 26v^o). À Quimper en 1646, les 12 notables désignés par le corps de ville ou l'entrepreneur qui acceptera le marché de l'entretien des prisonniers doivent être remboursés « par les moyens de l'imposition qui se sera faite à cette fin sur eux ["les habitans de ladite ville et faubourgs d'icelle"] en la forme et manière que se font les cotisations acoustumées pour les charges publiques et les impositions ordinaires en la province » (lettre de Louis XIV au gouverneur de Quimper, 1^{er} septembre 1646, citée par WAQUET, Henri, « Comment étaient traités les prisonniers de guerre en Bretagne à l'époque de la guerre de Trente Ans », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 1917, p. 145).

55. Arch. dép. de Seine-Maritime, G 8442, registre des comptes civils de la paroisse du Petit-Quevilly, 1626-1659. Je remercie Antoine Follain de m'avoir communiqué cette information.

56. En 1646, la généralité de Caen est en fait imposée à hauteur de 22000 L. pour la prise en charge des dépenses liées à la présence de prisonniers espagnols (Arch. dép. du Calvados, 615 Edt 69, fol. 102v^o, 21 avril 1646).

57. WAQUET, Henri, « Comment étaient traités les prisonniers de guerre en Bretagne... », art. cité, p. 137.

moyenne, 176 % à Lesneven en 1654-1656, alors même qu'il ne reste plus de prisonniers dans cette ville, 186 % à Lamballe en 1649-1651⁵⁸. Et les villes bretonnes ne sont pas les seules concernées : dans son rapport « à faire au Roy de l'Estat de la Généralité de Tours », Charles Colbert de Croissy, « maître des Requestes, commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté au dit pays, en l'année 1664 » et frère de Jean-Baptiste, évoque le cas d'Amboise :

« Considérable pour sa situation sur la rivière de Loire, et parce qu'elle sert de passage et communication à plusieurs provinces et même aux pays étrangers. Il y a un château dans lequel M. le marquis de Sourdis, comme gouverneur, a une petite garnison [...].

Il y a eu des maires et échevins qui, ayant été continués de longues années, ont converti les deniers à leur profit particulier. Le nommé Goupillière, entre autres, est accusé d'en retenir pour 21 000 livres. Nous avons commis le sieur Milon, assesseur de Tours pour l'examen des comptes des dits deniers et liquidation des dettes, à quoi il travaille. Lesquelles dettes se montent à la somme de 15 000 livres, que la ville a empruntées pour subvenir à la subsistance des prisonniers espagnols faits à Rocroy, et pour raselement des dehors de leur château⁵⁹. »

L'on comprend mieux, dès lors, les efforts consentis par les villes pour tenter d'échapper à l'accueil et à l'entretien des prisonniers espagnols.

Entre les villes et le Roi : l'intercession des grands seigneurs

Face à un pouvoir monarchique aux moyens limités, les villes savent user des rares moyens en leur possession pour tenter d'améliorer leur situation. Cela passe notamment par l'appel à de puissants intercesseurs : à Quimper, nous l'avons vu, les jésuites obtiennent du roi le départ des quelques dizaines d'Espagnols présents en ville pour Locronan afin que les sommes initialement assignées à la construction d'un collège soient bien utilisées à cette fin ; mais leur rapidité à intervenir tient au fait qu'ils étaient lésés par les choix financiers faits par le corps de ville. Plus fréquemment, ce sont les seigneurs dont la ville ressortit qui œuvrent en sa faveur auprès du gouverneur, de l'intendant, voire directement auprès du roi lui-même.

L'évêque est souvent le premier sollicité dans les villes-évêchés. À Saint-Pol-de-Léon en juillet 1645, les habitants qui doivent entretenir 19 prisonniers depuis quatre mois supplient l'évêque d'intercéder en leur faveur auprès du gouverneur de la province pour obtenir leur départ en raison de la pauvreté – toute relative – de la ville. L'évêque de Coutances intervient lui aussi auprès du roi, avec un certain succès semble-t-il : Saint-Lô, Granville

58. Nous reprenons ici les données fournies par CROIX, Alain, *La Bretagne aux XVI^e et XVII^e siècles...*, op. cit., p. 364.

59. SOURDEVAL, Ch. de (éd.), *Rapport au roi sur la province de Touraine, par Charles Colbert de Croissy, commissaire départi, en 1664*, Tours, Impr. A. Mame et C^{ie}, 1863, p. 133-134.

ou les modestes agglomérations de Carentan et Valognes semblent plus régulièrement sollicitées pour abriter des Espagnols.

Sans doute ces dernières ne peuvent-elles, au contraire d'autres, se prévaloir de l'appui d'un puissant seigneur. Nous avons dit que les villes de Pontivy et Josselin, pourtant mises ponctuellement à contribution au XVIII^e siècle pour accueillir des prisonniers britanniques, ne semblent pas avoir été concernées dans les années 1643-1659 : peut-être faut-il y voir une conséquence du statut particulier des ducs de Rohan en Bretagne. L'intervention du marquis de La Moussaye, comte de Quintin, en faveur de la ville est plus évidente. Le 24 février 1646, alors que l'on annonce l'arrivée d'une vingtaine d'Espagnols, le corps de ville charge le syndic d'écrire « promptement » au seigneur, « actuellement à Paris, pour le supplier, vu le peu de ressources de la communauté, d'obtenir de S[a] M[ajesté] décharge de la garde des dits prisonniers⁶⁰ ». Non sans une certaine efficacité, au moins momentanée : par un courrier du 10 mars dans lequel il assure ses vassaux « de tout son désir d'être utile et agréable aux habitants de Quintin », Monsieur de La Moussaye transmet au syndic de la communauté copie de deux lettres du roi adressées au maréchal de La Meilleraye, lieutenant-général du gouvernement de Bretagne, et « au maire, aux échevins et habitants de notre ville d'Auray » pour leur annoncer le transfert vers cette dernière des prisonniers, à charge à eux « de leur y fournir tous objets pour logement et nourriture⁶¹ ». Si en décembre 1646, une semblable intervention permet le transfert de quatre prisonniers vers la très modeste cité de Pontrieux, Quintin ne peut cependant échapper au logement de plusieurs dizaines d'Espagnols en 1648 puis 1650.

Dans son article, A. Corvisier notait les « retouches successives » affectant la répartition des prisonniers en France⁶². Il est possible qu'au-delà des contraintes « opérationnelles » – le déplacement vers des zones éloignées de la frontière, les mouvements engendrés par les échanges ou les tentatives d'échanges – ou logistiques – ainsi du départ de Tréguier des prisonniers qui s'y trouvaient en 1645, faute de pouvoir les y loger dans des conditions satisfaisantes –, les pressions des pouvoirs qui comptent localement, grands seigneurs et évêques notamment, y contribuent largement⁶³. En cela, la différence est nette entre la situation observable en ces années 1640-1650 et ce que donne à percevoir la gestion des prisonniers au siècle suivant. Entre-temps, il est vrai, la monarchie a su s'imposer plus fermement.

60. Arch. mun. de Quintin, D 15, délibération du 24 février 1646.

61. Arch. mun. de Quintin, D 15, délibération du 7 janvier 1647.

62. CORVISIER, André, « La captivité militaire au XVII^e siècle... », art. cité, p. 54.

63. En revanche, la thèse avancée par DAUVIN, Antoine, « La municipalité de Caen et les prisonniers de guerre espagnols... », art. cité, p. 37-38, d'une répartition liée à des conflits de nature fiscale entre villes normandes et État monarchique ne convainc guère en l'état de la recherche.

Les prisonniers, au cœur de la « résistance » à l'État monarchique ?

La gestion des prisonniers au quotidien par les villes ne va pas sans poser problème, ainsi que le révèle par exemple une ordonnance de janvier 1645 dans laquelle le roi met implicitement en cause le laxisme des autorités municipales dans la surveillance des prisonniers, certains en profitant pour s'évader. Le monarque décide alors « d'envoyer en tous les lieux où elle tient des prisonniers de guerre, des personnes de confiance pour les faire reserrer en leur présence⁶⁴ ». La décision ne doit pas faire illusion : les maux dénoncés en 1645 sont encore signalés à Quimper en 1646 par exemple. De la même manière, il faut, par une ordonnance du 12 septembre 1654, rappeler l'interdiction de « tir[er] rançon par soubz main » des prisonniers que l'on a pu faire, signe de l'inefficacité au moins partielle des textes précédents. Les traces de la mauvaise volonté mise par les villes – ou leurs habitants – dans la prise en charge des prisonniers de guerre espagnols sont nombreuses en effet, de Quintin à Nantes, où les ouvriers de la monnaie se mobilisent rapidement et obtiennent, dans les trois semaines qui suivent l'arrivée des prisonniers, une exemption de toute participation à leur garde, en passant par Caen, Fontenay-le-Comte ou Angoulême⁶⁵.

Une affaire assez symptomatique, ayant pour théâtre la ville du Mans, illustre bien cette situation de tensions entre pouvoir royal et pouvoirs locaux, en une période où le premier peine à imposer ses vues.

Des prisonniers espagnols au Mans : une affaire a priori banale

L'affaire débute de manière fort banale au regard de ce que l'on peut observer ailleurs, que ce soit à Angers, Nantes ou dans la plupart des villes de taille comparable dans l'Ouest de la France. Début juin 1643, le corps de ville reçoit une lettre signée par le roi le 30 mai annonçant l'arrivée prochaine de 148 prisonniers – ils sont par exemple 129 à Nantes, 100 à Angers au même moment. Les Espagnols arrivent le 23 au Mans – le 24 à Angers, le 25 à Nantes – et sont installés dans l'une des cours de l'abbaye Saint-Vincent. Le lendemain, le corps de ville se réunit et décide « qu'on les mettroit à l'abbaye de La Couture et prison épiscopale et le reste à Saint-

64. Arch. mun. de Nantes, EE134.2, ordonnance du roi « pour faire reserrer les prisonniers de guerre estans en son pouvoir », 20 janvier 1645. Le document signale que des prisonniers ont pu « établir des correspondances pour l'évasion des autres, tant en cette ville qu'en celle de Senlis, ont écrit des lettres en chiffres et se sont meslez de diverses affaires et négociations contre son service ».

65. Arch. mun. de Nantes, EE134.3, plainte des habitants travaillant à la monnaie de Nantes, juillet 1643; DAUVIN, Antoine, « La municipalité de Caen et les prisonniers de guerre espagnols... », art. cité, p. 47-48 entre bourgeois, échevins et bureau des finances; LANDIER, Patrick, « 1643 : étude quantitative d'une année de violence, en France pendant la guerre de Trente Ans », *Histoire, économie, société*, 1982, n° 2, p. 204. Sans doute convient-il cependant de ne pas surestimer ces oppositions : sur les 1090 actes des Archives de la guerre analysés par P. Landier pour l'année 1643, seuls 18 concernent les prisonniers de guerre, moins encore des protestations des villes contre les charges découlant de leur présence.

Vincent⁶⁶ ». Cependant, après vérification, ne s'étant « trouvé lieu propre ny à la prison épiscopale, ny à l'abbaye de la Couture », les échevins optent pour une autre solution : tous les prisonniers « seront gardés en l'abbaye Saint-Vincent » tandis que « sera présenté requeste au Roy pour les faire conduire en châteaux de cette province ». Le même jour, la municipalité décide surtout « qu'il seroit imposé par 24 habitants 2400 livres pour fournir à leur subsistance ».

Financer la nourriture et assurer la garde des prisonniers : telles sont en effet les priorités des échevins qui imposent à nouveau quelques semaines plus tard 2500 L. sur 25 habitants tout en prescrivant à tous « les habitants indistinctement de faire la garde à leur tour » ou, à défaut, « qu'on envoyât un homme en sa place, cela sufiroit »⁶⁷. Les ecclésiastiques doivent d'ailleurs contribuer eux aussi, « sy mieux n'aiment envoyer hommes pour eux ».

Rapidement cependant, les choses se compliquent, plusieurs notables refusant de payer. Ainsi, en juillet, les registres de la municipalité signalent la « rebellion ayant été faite aux sergens de ville par M^e René Foureau Sr de Coulée, pour 100 L. sur luy imposée pour les Espagnols⁶⁸ ». Quelques jours plus tard, « du Garnier, procureur en l'élection, ayant été taxé à 100 L. pour les Espagnols et obtenu sur une requeste par luy présentée au Conseil une descharge », contraint de fait le corps de ville à réagir et à se pourvoir « par opposition contre ledit arrest⁶⁹ ».

Surtout, alors qu'une lettre du roi datée du 3 août, reçue le 6, demandait à ce que l'on retire les prisonniers de Saint-Vincent – sans résultat –, les religieux multiplient les requêtes en ce sens. L'affaire prend alors une autre dimension.

Une affaire plus complexe : les religieux, entre le corps de ville et l'État monarchique

Autant que l'on puisse en juger par une documentation parcellaire, notamment du côté des archives du corps de ville, il semble que le fond de l'affaire, qui dure plus de cinq mois et voit la multiplication des bousculades au cœur même de l'abbaye, des insultes, des requêtes et des actions en justice ou devant des pouvoirs supérieurs, revêt une double dimension.

La première tient à une vieille querelle interne aux élites mancelles au sujet de la congrégation religieuse devant occuper les locaux de Saint-

66. Arch. dép. de la Sarthe, 111 AC 242, fonds Cauvin, 20^e registre, corps de ville du Mans, délibérations des 23 et 24 juin 1643.

67. Arch. dép. de la Sarthe, 111 AC 242, fonds Cauvin, 20^e registre, corps de ville du Mans, délibération, s.d.[juillet 1643].

68. Arch. dép. de la Sarthe, 111 AC 242, fonds Cauvin, 20^e registre, corps de ville du Mans, délibération, s.d.[juillet 1643].

69. Arch. dép. de la Sarthe, 111 AC 242, fonds Cauvin, 20^e registre, corps de ville du Mans, délibération, s.d.[juillet 1643].

Vincent : pendant longtemps, c'est à l'ancienne congrégation de Chezal-Benoît que l'abbaye a été dévolue; depuis 1633, elle est revenue à celle de Saint-Maur, non sans réticences de la part de certains édiles. La décision prise par le maire, François Le Vayer, par ailleurs lieutenant-général du présidial, de loger les Espagnols dans l'abbaye le soir de leur arrivée relève indéniablement de la volonté de nuire aux moines, même de manière passagère, de la part de l'un de leurs principaux adversaires.

Mais si cette rivalité reste le ciment de l'opiniâtreté du maire et des échevins à refuser cinq mois durant tout arrangement, c'est aussi parce que l'affaire, portée devant les instances royales, dépasse peu à peu le seul cadre d'un affrontement strictement local qu'elle dure si longtemps. Nous l'avons dit : un arrêt du conseil du roi en date du 3 août demande à ce que l'on retire les prisonniers de Saint-Vincent. C'est que, dès le 27 juin, l'abbé de Saint-Vincent a fait dresser, « par forme de complainte », procès-verbal des conditions dans lesquelles les Espagnols lui ont été imposés afin « de se jeter aux pieds Sa Majesté pour obtenir justice⁷⁰ ». Faute de résultat, les religieux se retournent le 30 septembre – l'affaire dure donc depuis trois mois déjà – vers René Cazet d'Aligny, conseiller du roi et « trésorier de France à Tours », par ailleurs commis par le bureau des finances à l'inspection des prisonniers depuis le 1^{er} septembre, « pour faire oster les Espagnols des abbayes⁷¹ ». Il tente, sans plus d'effets, d'obtenir une réunion du corps de ville pour faire examiner cette requête dans les jours qui suivent, faisant constater, par procès-verbal, au-delà de la seule « incommodité » liée à la présence des prisonniers à Saint-Vincent, le « trouble » que cause leur présence, les « clameurs, bourdonne[men]t de tambours, bruits de mousquets et d'harquebuses » de la garde qui tire « souvant, mesme dans les vitres de l'église », l'ampleur du « scandale qu'apportent plusieurs femmes et filles qui souzb prétexte de visiter lesdits soldats et leur vandre quelques dan-rées vont et viennent avec eux⁷² ».

Finalement, une troisième requête se traduit par l'intervention de M. de Heere, intendant de justice, police et finances de la généralité de Tours, à compter du 7 octobre 1643. Une nouvelle sommation est présentée le 17 octobre, un échevin délégué par l'intendant le 20 octobre pour procéder en son nom au transfert des prisonniers, de nouvelles « insolences » des gardes de la milice bourgeoise constatées, alors que les Espagnols prennent fait et cause pour les moines en signant une déclaration en leur faveur, notant la qualité de l'accueil qu'ils ont reçu des religieux⁷³. Rien n'y change

70. Arch. dép. de la Sarthe, H 127, Procès verbal contenant le procédé qu'on a tenu pour loger les Espagnols prisonniers en l'abbaye de Saint-Vincent, 1643, fol. 192v^o.

71. Arch. dép. de la Sarthe, H 127, Requête présentée à Mons[igneur] d'Aligny, trésorier de France à Tours et commissaire en cette partie, tendante à fin de deslogement des prisonniers espagnols de l'Abbaye de St-Vincent, 30 septembre 1643.

72. Arch. dép. de la Sarthe, H 127, Procès verbal dudit Sieur Dalligny contenant les incommoditez qu'apportent lesdits prisonniers espagnols, 3 octobre 1643, fol. 197-198.

73. Arch. dép. de la Sarthe, H 127, Procès verbal contenant la description des bastimens qui sont es deux grandes cours de la dite Abbaye de Saint-Vincent, 3 novembre 1643, fol. 210.

pourtant, d'autant que les échevins exigent des moines qu'ils paient dans un premier temps les loyers des nouveaux locaux envisagés pour loger les prisonniers, et que le lieutenant particulier de la sénéchaussée, devant laquelle une autre requête a été déposée, fait tout pour freiner la procédure. Finalement, après une nouvelle intervention de l'intendant le 7 novembre, une dernière enquête à sa diligence le 22, enfin une ordonnance du commissaire départi le 1^{er} décembre sommant le corps de ville de faire procéder à l'évacuation des prisonniers dans les 24 heures, une réunion du maire et des échevins le 9 décembre est marquée par un nouveau refus : le maire, Le Vayer, déclare s'opposer à toute injonction de cette nature, le logement des gens de guerre et des prisonniers dans la ville ne relevant pas des compétences de l'intendant.

Le fond du problème est là en effet sans doute : la volonté, pour les échevins, au-delà d'une évidente volonté de nuire aux moines de Saint-Vincent, de rappeler ce qui relève des prérogatives du seul corps de ville, de limiter en cela les empiètements de l'autorité royale et notamment, en l'occurrence, de l'intendant. S'il revient au roi de demander à la ville de loger des gens de guerre ou des prisonniers, elle est en revanche souveraine dans le choix des logements devant les accueillir.

Le motif profond de cette longue résistance, qui ne prend fin que le 11 décembre, lorsque le corps de ville cède, peut apparaître comme *a priori* bien futile. Il pose en fait une question de fond, et illustre combien le sort des prisonniers dépasse, et de beaucoup, les seules dimensions individuelles de l'expérience captive.

Agir « pour le bien et avantage de nostre service et de cet Estat⁷⁴ » : c'est ainsi que Louis XIV justifie ses choix dans la gestion des milliers de prisonniers espagnols tombés en son pouvoir au cours de la guerre de Trente Ans dans une lettre adressée aux échevins de Nantes en 1643, en des termes qui valent cependant pour toutes les villes de l'Ouest de la France. Le « bien et avantage [...] de cet Estat » passe, entre autres, en ce domaine, par un soin particulier porté à la prise en charge des captifs, tant pour ce qui concerne leur nourriture – à des niveaux en général plutôt satisfaisants –, que leur logement ou les soins dont ils auraient besoin. Le faible nombre d'Espagnols qui meurent au cours de leur captivité témoigne, indirectement, de la qualité globale de cette prise en charge⁷⁵. Ceci a un

74. Arch. mun. de Nantes, BB40, délibérations de la communauté de ville, délibération du 25 juin 1643, fol. 135v°.

75. À Fougères par exemple, au cours des années 1646-1651, seuls cinq des 24 prisonniers que la ville abrite perdent la vie. Ces données peuvent être comparées à ce que l'on sait, par exemple, du sort des 62 ouvriers capturés par les Anglais sur le chantier du fort de la Conchée à Saint-Malo en novembre 1693, 11 d'entre eux décédant avant février 1694 à Portsmouth, soit près de 18 % en quatre mois seulement (PERREON, Stéphane, « Entre repréailles et indispensable coopération : la gestion administrative des marins prisonniers de guerre pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg [1688-1697] », in JALABERT, Laurent (dir.), *Les prisonniers de guerre, XV^e-XIX^e siècles. Entre marginalisation et reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 130-131).

coût cependant, assumé non par les finances royales mais par celles des villes dans une large mesure, celles des habitants de leur plat-pays plus ponctuellement⁷⁶. En cela, les limites de l'étatisation, sur ce point comme sur d'autres, sont patentes.

Il n'en reste pas moins que se dessinent peu à peu à grands traits, au cours de ces décennies 1630-1650, les grands principes qui vont régir la gestion de ces prisonniers jusqu'aux guerres de la Révolution et de l'Empire. Trois éléments les caractérisent sans doute. Tout d'abord, il apparaît qu'en ce domaine, le roi *agit*, certes, mais pour une large part *en déléguant* pourrait-on dire en détournant la formule utilisée par O. Chaline lorsqu'il évoque le recrutement des troupes aux XVII^e et XVIII^e siècles⁷⁷. L'articulation avec le local est en effet essentielle à la bonne gestion des masses humaines croissantes que constituent les prisonniers de guerre. En cela, l'affirmation du pouvoir royal n'est en rien antithétique du maintien, voire du développement, du rôle non seulement de représentants locaux des administrations militaires, fiscales ou judiciaires, mais aussi d'une multiplicité d'acteurs non-étatiques : membres des corps de ville, représentants des communautés villageoises, « entrepreneurs » divers se révèlent indispensables, sans même parler des « principaux habitants », régulièrement mis à contribution. La fin du XVII^e siècle voit cependant l'affirmation d'agents plus spécialisés, à l'instar des commissaires de la Marine dont le rôle est essentiel dans la gestion des marins prisonniers débarqués dans les ports de la façade atlantique, de La Rochelle à Dunkerque, en passant par Brest ou Saint-Malo⁷⁸.

Dans le même temps, les grandes routes militaires, avec leurs étapes, deviennent celles par lesquelles se déplacent ces prisonniers, contribuant à dessiner une géographie militaire de la France dépassant, et de loin, les seules zones frontières, malgré la démilitarisation au moins relative de bien des provinces. Cette géographie tend pour une part à se resserrer autour de quelques lieux privilégiés de captivité, notamment dans la mesure où la plus grande partie des prisonniers durablement pris en charge par l'État

76. Notons que le traité des Pyrénées, en novembre 1659, consacre trois articles aux prisonniers de guerre. Tandis que les articles 106 et 107 reprennent dans les grandes lignes ceux de la paix de Vervins, le 111^e porte quant à lui plus spécifiquement sur les questions financières en découlant : rien n'était dit de ces dimensions en 1598. S'il est bien prévu que des commissaires des deux États présentent des comptes « ajustez et arrestez, tant de leurs despences pour leur nourriture, que pour leurs rançons, en la maniere qui a esté pratiquée aux autres Traitez de cette nature » et que « celui des deux Seigneurs Roys, qui se trouvera par l'arresté desdits comptes estre debiteur de l'autre, s'oblige de payer comptant, de bonne foy et sans delay, à l'autre desdits Seigneurs Roys, les sommes d'argent dont il sera demeuré debiteur envers luy, pour les despences et rançons desdits prisonniers de guerre », l'on ne trouve guère de trace, en France, d'un éventuel remboursement des deniers avancés par les villes.

77. CHALINE, Olivier, *Les armées du roi. Le grand chantier, XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, A. Colin, 2016, p. 131.

78. L'on ne trouve pas cependant encore en France d'équivalent à ce que sont, en Angleterre, les *Commissioners for taking Care of Sick and Wounded Seamen and for the Care and Treatment of Prisoners of War* au sein du *Navy Board*.

sont ceux capturés sur mer, la plupart de ceux que l'on a pris sur terre étant libérés dans des délais souvent brefs, sans même parfois avoir séjourné en France dans le cadre des combats en terre germanique⁷⁹.

Tout ceci n'est possible cependant que par l'affirmation et l'affermissement d'un *jus in bello* faisant une large place à l'État, garant de la sécurité de ceux qui se sont rendus. La place croissante prise par les cartels – ou les échanges parfois informels – dans les relations entre belligérants impose en effet que l'État s'implique plus encore dans la prise en charge de ces prisonniers en raison même de leur dimension désormais stratégique⁸⁰.

Encore ces évolutions, inflexions, amplifications de phénomènes apparus dans le second quart du XVII^e siècle ne doivent-elles pas faire oublier que, si une rupture apparaît bien dans la gestion des prisonniers de guerre au cours des décennies 1640-1650, celle-ci reste encore fragile, très relative. L'étatisation évidente de ces questions n'empêche pas en effet la pérennisation de pratiques relevant souvent d'initiatives individuelles, de l'échange informel de prisonniers aux lendemains de la bataille, à l'instar de ce qui se joue pour certains soldats britanniques après Saint-Cast en 1758, aux tractations entre commissaires malouins et jersiais en vue de faciliter la libération des marins des deux ports, y compris dans les semaines qui suivent l'adoption par la Convention du fameux décret Barère du 26 mai 1794, stipulant qu'il ne sera pas fait de prisonniers parmi les combattants britanniques⁸¹.

79. Le cas des prisonniers britanniques de la bataille de Saint-Cast, libérés pour la plupart moins de quatre mois plus tard, est de ce fait significatif. Sur ce point, voir LAGADEC, Yann et PERREON, Stéphane, « Jeux d'échelles : réflexions sur la captivité des combattants britanniques... », art. cité, ou, *a contrario*, pour les marins, ANDERSON, Olive, « The Establishment of British Supremacy at Sea and the Exchange of Naval Prisoners of War, 1689-1783 », *English Historical Review*, Vol. 75, n° 294, Jan. 1960, p. 77-89 et LE GOFF, Timothy J. A., « L'impact des prises effectuées par les Anglais sur la capacité en hommes de la marine française au XVIII^e siècle », dans MEYER, Jean, MERINO, José et ACERRA, Martine (dir.), *Les marines de guerre européennes, XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, Presses universitaires de Paris Sorbonne, 1985, p. 103-122.

80. LAGADEC, Yann, LE PRAT, Youenn et PERREON, Stéphane, « Un aspect des relations trans-Manche : les échanges de prisonniers de guerre depuis la Bretagne pendant la Seconde guerre de Cent Ans (1689-1815) », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 2013, p. 257-284.

81. LAGADEC, Yann, LE PICHON, Étienne et PERRÉON, Stéphane, « Les prisonniers de guerre en pays malouin », art. cité.

RÉSUMÉ

La première moitié du XVII^e siècle est marquée par un changement de statut des prisonniers de guerre en Europe de l'Ouest. Alors que les siècles précédents n'accordaient d'importance qu'à ceux en mesure de payer une rançon, ce sont tous les soldats capturés qui, en un temps où la main-d'œuvre militaire est de plus en plus recherchée, intéressent les puissances en guerre. L'étude du conflit franco-espagnol (1635-1659) permet de montrer, à partir de l'exemple des villes de l'Ouest de la France, comment l'État royal, tout en cherchant à s'impliquer dans la prise en charge de prisonniers que l'on compte désormais par milliers, se trouve contraint d'en déléguer la gestion quotidienne aux villes. Cette question est alors pour elles lourde d'enjeux, financiers tout d'abord, mais aussi de pouvoirs face à un État de plus en plus présent.

La guerre franco-espagnole est d'autant plus importante qu'elle marque le début de la mise en place lente, difficile et fragile des grands principes de gestion des prisonniers jusqu'aux guerres de l'Empire.

ABSTRACT :

The first half of the 17th century was marked by a change in the status of prisoners of war in Western Europe. Previous centuries only gave importance to those who are able to pay a ransom. Henceforth, as military manpower became increasingly sought after, all the captured soldiers were of interest to warring powers. The example of the cities of western France during the Franco-Spanish war shows how the royal State, while seeking to become involved in the care of prisoners that were now numbered in the thousands, was forced to delegate day-to-day management to cities. For them, this question was fraught with challenges: financial issues, issues of power.

The Franco-Spanish war was very important in this regard: it marked the beginning of the slow, difficult and fragile implementation of the great principles of prisoner management that existed until the Napoleonic wars.